September 2013

Les Droits et les Marches Linguistiques au Rwanda

Straton Rurangirwa
srurangirwa@nur.ac.rw

Follow this and additional works at: <https://digitalcommons.usf.edu/jacaps>

Part of the [Social and Behavioral Sciences Commons](#)

Recommended Citation

Rurangirwa, Straton (2013) "Les Droits et les Marches Linguistiques au Rwanda," *Journal of African Conflicts and Peace Studies*: Vol. 2: Iss. 1, 38-53.

DOI: <http://dx.doi.org/10.5038/2325-484X.2.1.5>

Available at: <https://digitalcommons.usf.edu/jacaps/vol2/iss1/5>

This Article is brought to you for free and open access by the Open Access Journals at Digital Commons @ University of South Florida. It has been accepted for inclusion in Journal of African Conflicts and Peace Studies by an authorized editor of Digital Commons @ University of South Florida. For more information, please contact digitalcommons@usf.edu.

LES DROITS ET LES MARCHES LINGUISTIQUES AU RWANDA

Dr Augustin RUDACOGORA et Dr Straton RURANGIRWA

1. Introduction

Si l'on jette un regard critique sur la situation sociolinguistique actuelle du Rwanda, on se rend compte que le pays a subi d'importantes mutations sociales, politiques, économiques et linguistiques. Ces mutations sont étroitement liées aux événements qui ont marqué le Rwanda à partir de 1994, à savoir le génocide perpétré contre les Tutsis, la chute du régime politique qui l'avait préparé et exécuté et la prise du pouvoir par le Front Patriotique Rwandais (FPR) ; le développement, entre le Rwanda et les pays étrangers, d'un nouveau partenariat économique, plus anglophone que francophone, contrairement à la période précédente, et le rapatriement de plusieurs milliers d'anciens réfugiés venant de tous les coins du monde et parlant différentes langues étrangères.

La période qui sera traitée dans cet article (1994 à nos jours) est donc caractérisée par une nouvelle configuration sociale, économique, politique, administrative et linguistique. Pour ne donner que quelques éléments de la situation, on peut signaler que sur le plan social, par exemple, les rapatriés de tous les horizons qui se rencontrent au Rwanda ont apporté un brassage culturel et linguistique qui a créé une plus grande ouverture sur le monde extérieur. Puis, dans le cadre de la reconstruction du pays, un nombre assez considérable de Rwandais ont obtenu des bourses d'études à l'étranger, majoritairement dans les pays anglophones (Afrique du sud, Suède, USA, Angleterre, Pays-Bas...), et aussi dans quelques pays francophones (Belgique, France, Canada [Québec],...). Localement, la libéralisation de l'enseignement en général, et plus particulièrement de l'enseignement supérieur a occasionné une prolifération d'universités et d'instituts supérieurs publics et privés dont la langue d'enseignement est l'anglais.

Sur le plan économique, on assiste au renforcement ou à la mise en place, selon le cas, d'un nouveau partenariat, avec les pays majoritairement anglophones et à l'adhésion du Rwanda à des communautés régionales et internationales également anglophones (Comesa, Est-African Community, Commonwealth). On doit noter aussi dans le domaine du commerce une très grande mobilité des commerçants rwandais qui multiplient notamment les voyages vers les grands pôles commerciaux anglophones. Il est évident que pour effectuer les transactions ces commerçants sont nécessairement amenés à apprendre l'anglais.

Sur le plan politique, la prise de pouvoir par le FPR implique l'arrivée au même pouvoir d'une nouvelle élite politique en grande partie anglophone du fait de sa provenance.

Sur le plan administratif, on note une profonde réforme des structures administratives et de leurs dénominations qui sont désormais utilisées sous leurs traductions anglaise et kinyarwanda et rarement française. On remarque aussi la nécessité de traduire en anglais plusieurs imprimés et autres documents administratifs qui n'existaient jusque là qu'en français, pour l'intégration des anglophones dans l'administration publique.

Sur le plan spécifiquement linguistique, il faut remarquer que l'évolution de la situation linguistique qui, comme on le sait, est en quelque sorte le reflet de certains aspects de l'évolution de la société, a progressivement créé de nouveaux enjeux sociolinguistiques et de nouveaux besoins qui ont notamment amené l'Etat rwandais à adopter, en 1996, l'anglais comme troisième langue officielle, instituant ainsi un trilinguisme officiel kinyarwanda-français-anglais dont la gestion constitue jusqu'ici un défi de taille à la fois pour les pouvoirs publics, les techniciens (linguistes) et la population rwandaise. Ce qui est évident cependant dans tout cela, c'est que le trilinguisme s'impose vu les nouvelles réalités sociales, politiques, économiques et administratives. La gestion d'une telle situation exige de l'Etat l'adoption d'une politique linguistique que nous allons analyser dans le point suivant. Cet article tente de circonscrire les lois et décrets importants ayant guidé l'usage des langues au Rwanda (sa politique linguistique) et d'analyser la situation sur le terrain dans les différents domaines constituant ce que dans le titre est nommé les marchés linguistiques. Des recommandations seront formulées pour répondre aux défis que pose l'usage des langues au Rwanda.

2. Politique linguistique

La politique linguistique se définit comme un ensemble de mesures prises par l'Etat en vue de mettre en place des dispositifs législatifs et réglementaires ainsi qu'une stratégie de gestion d'une situation sociolinguistique. Il s'agit d'un travail important qui peut aboutir à des résultats susceptibles de changer le comportement socio-linguistique de tout un peuple et « *les législateurs qui s'occupent de ces questions linguistiques comprennent rarement dans quelle mesure, par le moyen de lois et de règlements, il est possible de modifier le comportement linguistique d'un peuple.* » (Mackey, 1976: 199-200).

Les considérations, les choix et les perspectives relevant d'une politique linguistique qui sont du ressort des décideurs politiques devraient se baser sur une analyse sociolinguistique rigoureuse qui est du ressort des linguistes. On pourrait se demander si au Rwanda, les décisions prises en matière des langues se basent sur des études d'experts ou s'en

passent. Passons en revue certaines de ces décisions les plus importantes de l'histoire linguistiques du Rwanda.

2.1. Législation linguistique au Rwanda

A toutes les grandes étapes de l'histoire du Rwanda les textes majeurs des lois ont mentionné quelques choses sur l'usage des langues leur attribuant un statut soit de langue nationale ou officielle.

- **Constitution de 1962** : « La langue nationale est le kinyarwanda. Les langues officielles sont le kinyarwanda et le français. »
- **La loi no 14/1985 du 29 juin 1985** portant organisation de l'enseignement primaire rural et artisanal intégré et secondaire précise ce qui suit:
 - Article 42 : La langue d'enseignement au primaire est le kinyarwanda, sauf en cas d'apprentissage de langues étrangères
 - Article 64

1) Les langues d'enseignement dans les écoles secondaires sont le français et le kinyarwanda, sauf en cas d'apprentissage d'autres langues.

2) Toutefois, le Ministre détermine les cours professionnels et les cours généraux à enseigner obligatoirement en kinyarwanda.

- La **Constitution du 10 juin 1991** en son article 4 a réitéré le contenu de l'article 4 de la Constitution de 1962.
- **Accords d'Arusha**

Les Accords de paix d'Arusha d'Août 1993 visant la fin de la guerre et le partage du pouvoir entre le FPR et le Gouvernement en place reconnaissaient la Constitution de 1991 ainsi n'acceptaient pas l'introduction de l'anglais en tant que langue officielle. Néanmoins, les articles 25 et 30 de ces mêmes accords garantissaient une intégration progressive des rapatriés en provenance des pays anglophones dans la fonction publique et le système éducatif francophone en place¹.

¹ Article 25:

- La non connaissance du Kinyarwanda ou du Français ne peut constituer une entrave au recrutement et à l'exercice de l'emploi dans les services publics.

- Durant les trois premières années de travail à compter de la date d'engagement, le rapatrié utilisera les langues qu'il maîtrise le mieux et pourra suivre parallèlement des cours intensifs de Français ou de Kinyarwanda. Au bout de ces trois années, cette facilité sera réexaminée pour déterminer son maintien ou non.

- A cet effet, un programme d'appui linguistique ainsi que les services de traduction et d'interprétariat seront organisés selon les besoins, aussitôt après la mise en place du Gouvernement de Transition à Base Elargie, grâce au financement prévu dans le Plan d'Action en faveur des rapatriés ou à d'autres types de financement.

- Article 30:

- La **Loi fondamentale du 18 Juin 1996** stipulait que «La langue nationale est le kinyarwanda, les langues officielles du Rwanda sont le kinyarwanda, le français et l'anglais». Cette dernière consomme la rupture en introduisant l'anglais qui jusque-là n'avait aucun statut officiel. Cette officialisation de l'anglais est renforcée par la Constitution de 2003.
- La **Constitution de la République Rwandaise du 4 juin 2003**: « La langue nationale est le kinyarwanda. Les langues officielles sont le kinyarwanda, le français et l'anglais. » (article 5)
- La même Constitution établit en son article 50 une Académie rwandaise de langue et de culture et insiste sur le droit de tout citoyen aux activités de promotion de la culture nationale.
- La décision du **Conseil des Ministres du 8 octobre 2008**, faisant de l'anglais le seul medium d'enseignement, ce qui a renforcé les positions de cette langue au Rwanda.

L'observation de ces différentes décisions laisse entrevoir les constats suivant qui constituent notre problématique:

- Toutes ces lois sont ponctuelles
- Certaines de ces lois ne relèvent pas d'un consensus collectif
- Toutes ces décisions sont politiquement motivées
- Certaines de ces lois apparaissent suite à un conflit politique
- Absence de politique linguistique codifiée et globale au Rwanda

Ces constats ont suscité un certain nombre de questions qui feront l'objet de notre réflexion :

- Les pouvoirs publics ont-ils conscience de l'importance du problème linguistique et de leurs responsabilités dans sa gestion ?
- Le cadre sociolinguistique adopté, c'est-à-dire le trilinguisme officiel kinyarwanda-français-anglais, est-il pertinent vis-à-vis de la situation présente ?
- Y a-t-il un équilibre entre la demande et l'offre linguistique?
- Quelle est la politique linguistique appropriée au contexte actuel du Rwanda ?

- En vue d'effectuer une transition souple vers le système national sans que les enfants ne doivent interrompre leurs études et sans qu'ils subissent les effets adverses, un certain nombre de mesures devront être prises:

1. Pendant la première année, l'enseignement devrait être dispensé dans la langue utilisée dans le pays de provenance.

2. Des cours intensifs de français devraient être organisés dans les trois premiers mois pour les enseignants et élèves, spécialement pour les élèves du cycle supérieur du primaire et ceux de l'enseignement secondaire et supérieur en provenance des pays anglophones.

- Que peut-on proposer en matière de stratégie et de modalités pratiques d'application de cette politique qui soient fondées à la fois sur les connaissances actuelles sur l'aménagement linguistique et sur la connaissance effective du terrain rwandais ?

3. Plurilinguisme, deux grands principes

Il existe deux principaux modèles de gestion du plurilinguisme : le principe de personnalité et le principe de territorialité.

Le premier garantit à l'individu le droit de bénéficier des services publics dans sa langue, le choix de la langue relevant des droits personnels de l'individu sur tout le territoire national (ex. de la bureaucratie québécoise). Ainsi, ce droit individuel à la langue suppose un devoir réciproque du Gouvernement de faire usage de cette langue.

Le second principe qui connaît une stabilité remarquable en Suisse et dans d'autres provinces du Canada, pose que le droit pour l'individu de bénéficier des services dans sa propre langue se limite à certaines régions définies, la minorité linguistique se conformant à l'usage de la langue de la région qui est presque toujours la langue majoritaire.

On pourrait se demander lequel des deux principes convient le mieux dans le cas du Rwanda. Le principe de personnalité nous semble le plus tolérant, le plus démocratique et le plus droit-de-l'homme. Ce dernier semble ainsi le plus indiqué pour le Rwanda. De par ce principe tout rwandais aurait dû s'exprimer (oral ou écrit) dans les trois langues officielles du Rwanda peu importe les circonstances, dans ses relations avec les institutions étatiques à tous les niveaux et dans tous les domaines. Une politique linguistique devrait être équitable c'est-à-dire respecter les droits linguistiques et les lois du marché linguistique. Selon ABOLOU, C.R. (2008 :64) « Une politique linguistique adéquate est une politique qui respecte les droits linguistiques des individus ou des communautés linguistiques. Les droits linguistiques sont intimement liés aux droits de l'homme ».

4. Droits linguistiques

S'inspirant de la Déclaration universelle des droits de l'homme deux textes importants s'emploient à défendre les droits linguistiques. Il s'agit de la Déclaration universelle des droits linguistiques (Barcelone 1996) et de la Charte de la renaissance culturelle africaine (Khartoum 2006).

Dans son Article 3, alinéa 1 ; la Déclaration universelle des droits linguistiques « considère comme droits personnels inaliénables pouvant être exercés en toutes occasions :

- le droit d'être reconnu comme membre d'une communauté linguistique;
- le droit de parler sa propre langue en privé comme en public; le droit à l'usage de son propre nom;
- le droit d'entrer en contact et de s'associer avec les autres membres de sa communauté linguistique d'origine;
- le droit de maintenir et de développer sa propre culture; et tous les autres droits liés à la langue visés par le Pacte international des droits civils et politiques du 16 décembre 1966 et par le Pacte International des droits économiques, sociaux et culturels de la même date. »

Ce même article, alinéa 2 renchérit sur les usages particuliers de langues en affirmant :

- « - le droit pour chaque groupe à l'enseignement de sa langue et de sa culture;
- le droit pour chaque groupe de disposer de services culturels;
- le droit pour chaque groupe à une présence équitable de sa langue et de sa culture dans les médias;
- le droit pour chaque membre des groupes considérés de se voir répondre dans sa propre langue dans ses relations avec les pouvoirs publics et dans les relations socio-économiques. »

Ces dispositions font exactement écho aux traités de 1966, cependant elles ajoutent chaque fois de mesures restrictives visant à la gestion des conflits potentiels. L'alinéa 3 stipule :

« Les droits des personnes et des groupes linguistiques précédemment cités ne doivent en aucun cas entraver leurs relations avec la communauté linguistique hôte ou leur intégration dans cette communauté. Ils ne sauraient en outre porter atteinte au droit de la communauté hôte ou de ses membres d'utiliser sans restrictions sa propre langue en public dans l'ensemble de son espace territorial. »

Du texte universel au texte panafricain ; la Charte de la renaissance culturelle africaine (Khartoum 2006) ; deux articles précisent les mesures à prendre par les institutions nationales africaines :

« Article 18

Les Etats africains reconnaissent la nécessité de développer les langues africaines afin d'assurer leur promotion culturelle et accélérer leur développement économique et social. A cette fin, les Etats africains s'attacheront à élaborer et mettre en œuvre des politiques linguistiques nationales appropriées.

« Article 19

Les Etats africains devront préparer et mettre en œuvre les réformes nécessaires pour l'introduction des langues africaines dans les cursus d'éducation. A cette fin, chaque Etat devra élargir l'utilisation des langues africaines en tenant compte des impératifs de la cohésion sociale, du progrès technologique et de l'intégration régionale et africaine. »

L'on constate que ces traités internationaux sont des textes humanistes, généreux mais pas souvent réalistes même si leur existence constitue un atout, une référence et un garde-fou collectif.

En ce sens et cependant, toute politique linguistique est un aspect particulier de la politique nationale. De là il est aisé de comprendre que la politique linguistique devrait faire partie du plan national de développement. Au Rwanda deux textes stratégiques d'envergure nationale mentionnent d'une façon superficielle la question linguistique:

a. Vision 2020 (Rwanda)

Ce document stratégique mentionne la langue comme un instrument d'intégration régionale et internationale. Dans la période post-génocide il est dit qu'il faudrait des : « efforts en faveur de l'usage de plusieurs langues » et que la langue unie du kinyarwanda est une opportunité dans le domaine précis des télécommunications car :

« La couverture des télécommunications au Rwanda est très réduite. La politique de communication profitera de la petite taille du pays, de sa haute densité de population et de **la langue locale unique** pour attirer des investisseurs pour que le secteur puisse être libéralisé. »

Ce même document ne fait aucune allusion à la langue dans la partie dédiée à la planification de l'éducation alors qu'il préconise améliorer la compétence des enseignants et la qualité de l'éducation. C'est pareil dans le texte suivant :

b. EDPRS (Economic development and poverty reduction strategy)

“In the Education Sector, schools, training centres and other institutions of higher learning will increase their effectiveness in delivering quality education through a comprehensive capacity-building programme. Initially, the emphasis is on managing change and taking action to improve performance. Priority areas are the strengthening of school management, improving the administration of local education services, and

developing the capacity of the central ministry to monitor and evaluate progress in, and changes to, the delivery of education services.”²

Dans le chapitre 4. 240 on énumère un certain nombre d’institutions culturelles à mettre en place. Seule l’Académie de langue et de culture n’est pas encore pleinement fonctionnelle à ce jour alors que la première décision politique l’établissant date de Février 1972.

“To support and implement JESPOC initiatives, the following agencies will be established: the National Commission against Genocide, the **National Academy of Culture and Languages**, the Chancellery of Heroes and National Orders, the National Library and Archives, and the National Cinema Commission.”³

Dans le domaine restreint de l’enseignement, deux autres textes fixent les règles de l’usage linguistique dans l’enseignement (a) et projettent d’élaborer un politique linguistique particulière à l’enseignement supérieur (b):

a. Education Sector Strategic Plan 2010 – 2015 (ESSP)

Ce document confirme l’instauration de l’anglais comme seul medium de l’enseignement même s’il mentionne les autres langues officielles du Rwanda comme ayant un rôle secondaire:

« Against this background, a new policy was adopted in 2008 and implemented in 2009 to use English as the medium of instruction throughout the education system. This has led to a new configuration of roles and relations amongst the three languages: Kinyarwanda as the bedrock of initial literacy and learning; English as the new medium of instruction; and French as an additional language. »⁴

² **Traduction :** Dans le secteur de l’éducation, les écoles, les centres de formation et d’autres institutions d’enseignement supérieur va augmenter leur efficacité dans la dispensation d’une éducation de qualité grâce à un vaste programme de renforcement des capacités. Initialement, l’accent est mis sur la gestion du changement et la prise des mesures pour améliorer les performances. Les domaines prioritaires sont le renforcement de la gestion scolaire, l’amélioration de l’administration des services locaux d’éducation, et le développement de la capacité du ministère central afin de surveiller et évaluer les progrès dans, et des changements à la prestation de services d’éducation.

³ **Traduction :** Afin de supporter et d’appliquer les initiatives du JESPOC, les agences suivantes seront mis en place : La Commission nationale de lutte contre le Génocide, l’Académie nationale de la culture et de langues,

⁴ **Traduction :**

b. Strategic Planning Guidelines For Public and Private Sector Higher Education Institutions Achieving the 2020 Vision (June 2009)

“In order “To ensure that Rwandan graduates are able to benefit from the opportunities afforded by membership of the East African Community” the action to be taken is to “Develop Higher Education Language Policy” through “Introduction of the Language Policy so that all Rwandan graduates conform with the national language policy.”

Ici on envisage une politique linguistique **nationale**. Existe-t-il vraiment une politique linguistique **nationale** au vrai sens du terme? Toutes ces mesures devraient être condensées dans une seule stratégie linguistique nationale plutôt que d’être des documents isolés se citant mutuellement.

Pour l’établissement d’une politique linguistique et pour le respect des droits linguistiques, une étude préalable du (des) marché (s) linguistique(s) est indispensable.

5. Les marchés linguistiques au Rwanda

En parlant de marché linguistique on envisage une approche empruntant le cadre conceptuel au domaine de l’économie c’est-à-dire la langue comme une ressource, la langue dans sa relation entre l’offre et la demande. C’est au sujet des langues et dans cette perspective qu’ABOLOU, C.R. (2008 :79) affirme :

« Le choix [de langues] est conçu sur les bases économiques comme les autres ressources économiques telles la terre, le capital, etc. Partant, la langue est supposée être sujette à l’analyse en termes de coût et de bénéfice. Le coût d’une langue choisi peut être mesuré par rapport au coût d’une autre langue dans le même objectif assigné en termes de macro pour une communauté et micro pour un locuteur. Il s’agit d’apprécier d’une autre manière le gain ou la perte qu’un état gagnerait dans le choix d’une langue africaine comme langue nationale ou officielle par rapport à une langue importée. Pour certains auteurs tels Ridler et Pons-Ridler, la langue peut être traitée comme un bien de consommation tout comme un investissement. »

Voici le modèle économique de l’analyse des marchés aux langues qu’il propose :

Afrique noire. Ainsi, l'on peut définir le processus de marchandisation de la langue de la manière suivante :

Figure 7 : Le cycle du marché linguistique

ABOLOU C.R (2008 : 80)

Jusqu'ici, le seul domaine qui a visiblement préoccupé le gouvernement rwandais en matière de planification linguistique est celui de l'enseignement et, dans une certaine mesure, celui de la justice et de l'administration, tandis que d'autres comme celui des médias, par exemple, semblent être des laissés-pour-compte.

Passons en revue domaine après domaine:

Education :

- Au primaire : 3 premières années de kinyarwanda langue d'enseignement, l'anglais et le français étant des langues enseignées. A partir de la 4^{ème} année, l'anglais devient la langue d'enseignement tandis que le français et le kinyarwanda sont des langues

enseignées. Pourtant les enquêtes préliminaires aux Plans stratégiques montrent un niveau encore bas en anglais parmi les enseignants.

Il existe ainsi une forte demande linguistique, mais les formations en langue anglaise obligatoire durant les vacances scolaires n'ont pas encore donnés des résultats probants.

- Au secondaire : les 2 grandes sections non professionnelles : « Science » d'une part, « Humanities and Arts » d'autre part avec leurs multitudes de combinaisons donnent aux élèves plus d'options et de choix, avec pour conséquence la déperdition en études des lettres et de langues car non encouragées avec seulement 2 options incluant les langues: EFK (English French Kiswahili) et EKK (English Kinyarwanda Kiswahili).

Selon le Plan stratégique du MINEDUC 2010-2015, les enseignants devraient avoir un niveau avancé en anglais, le même plan affirme que rares sont ceux qui ont atteint ce niveau.

C'est encore une fois un marché inoccupé car les maisons de formation en anglais prévues dans le même plan stratégique tardent à se mettre en place. Les élèves et les enseignants ont besoin de la langue, anglaise ou autre pour que la qualité de l'enseignement soit satisfaisante.

- Universitaire : Une politique linguistique est en place (voir HEC), les enseignants non performants en anglais sont démis dans les universités privées (ULK 2009), dans le public des formations sont organisées pour les francophones (formations en séjour linguistique à l'étranger et formations locales).
Les opportunités d'études dans les universités anglophones, les participations dans des recherches et conférences en anglais constituent une autre chance exclusive au monde académique.

Cependant, les étudiants d'universités viennent du secondaire avec un faible bagage linguistique, (nous avons parlé des options plus haut) et constituent ainsi une population assez dense suscitant cette marchandise qu'est la langue.

Médias

L'analyse de la situation des langues dans les médias au Rwanda révèle un laisser-aller, à la fois sur le plan du corpus que du statut des langues.

Sur le plan du corpus, le problème se pose avec plus d'acuité pour le kinyarwanda qui est devenu, dans les médias, une langue hybride en raison des interférences surtout lexicales des langues étrangères qu'on y laisse glisser presque volontairement ; il devient ainsi de moins en moins accessible au monde paysan non initié à de très nombreux termes nouvellement créés ou empruntés quotidiennement.

Sur le plan du statut, une politique linguistique s'impose, qui préciserait le statut et l'utilisation de chaque langue dans les médias selon la potentialité qu'elle a de contribuer au développement du pays et à servir des intérêts précis ; car il faut bien parler de

« développement », la politique linguistique faisant partie de la politique de développement global du pays et les médias, « quatrième pouvoir », étant l'une des grandes voies d'information, de vulgarisation et d'éducation populaire. Cela serait peut-être plus aisé dans les médias publics (radio, télévision, journaux publiques) que dans les privées. Quoi qu'il en soit, il y a beaucoup de travail à faire, et il faut le faire pour éviter que le multilinguisme, qui est en soi une richesse inestimable dans le cas où les langues fonctionnent en complémentarité et non en concurrence, ne dégénère en conflit ingérable.

Economie et commerce:

Dans le domaine du commerce on remarque une très grande mobilité des commerçants rwandais, qui multiplient notamment les voyages vers les grands pôles commerciaux des Emirats-Arabs-Unis (Dubai), vers l'Afrique du sud, l'Uganda (Kampala), le Kenya (Nairobi) et vers les villes portuaires de Mombassa (Kenya) et de Dar-es-Salaam (Tanzanie). Ils doivent faire transiter toutes les marchandises par ces ports internationaux. Tous ces pays étant anglophones, il est évident que pour effectuer les transactions on est nécessairement amené à apprendre l'anglais.

Au Rwanda, les agents de ce domaine sont-ils satisfaits de leur compétence linguistique? Ils ont été les premiers à fréquenter les écoles de perfectionnement de l'anglais avec l'ouverture du marché de l'EAC (East African Community) mais n'ont-ils pas encore besoin (pour ceux qui le connaissent) du français pour pouvoir s'aventurer en RDC, au Congo et au Burundi ou dans d'autres pays francophones des Grands lacs?

S'il est un domaine où les langues sont un besoin permanent, c'est bien dans l'économie et le commerce. Parler de l'usage des langues dans les finances car le kinyarwanda est absent dans les banques à l'exception de la BPR

Justice et administration publique

Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques conclu à New York en le 16 décembre 1966 stipule en son Article 14, 3, que : « Toute personne accusée d'une infraction pénale a droit, en pleine égalité, au moins aux garanties suivantes : (a) à être informé, dans le plus court délai, dans une langue qu'elle comprend, et de façon détaillée, de la nature et des motifs de l'accusation portée contre elle. [...] (f) à se faire assister gratuitement d'un interprète si elle ne comprend pas ou ne parle pas la langue employée à l'audience. »

Au Rwanda :

- Quelle est la langue du juge? N'est-ce pas celle des plaignants? Y a-t-il concordance entre la langue d'enseignement du Droit et celle utilisée par les juristes à l'audience ? Dans quelle langue imprime-t-on les copies de jugements et les actes administratifs?

- Dans quelle langue s'adresse-t-on à l'administration locale ou centrale. Est-ce la même langue?

Dans ces deux domaines, il n'y a guère de problème de communication orale.

- Ce sont les documents juridiques et administratifs écrits qui posent problème, car la tradition écrite en kinyarwanda est un aspect nouveau. Avant 1996, la majorité des textes juridiques étaient rédigés en français. En principe, tous ces textes devraient maintenant être traduits en kinyarwanda et en anglais, car les juges qui connaissent les trois langues officielles sont rares.
- Dans les faits, la plupart des documents écrits ne sont rédigés qu'en anglais ou en français; par exemple, les actes d'accusation sont souvent rédigés en anglais (lorsque le rédacteur est «anglophone»). Il faut alors constamment traduire de l'anglais vers le français ou du français vers l'anglais, selon l'«appartenance linguistique» de la personne impliquée.
- Le marché des langues juridique et administrative est aussi foisonnant, quand on connaît le nombre de procès prononcés au Rwanda surtout les procès du génocide perpétré contre les Tutsi en 1994.
- Combien d'années cela prendrait-il d'harmoniser les archives en traduisant dans une seule langue? Et quel en serait le coût?

6. Les voies de sortie

Les analyses faites précédemment par Camille Roger ABOLU dans son ouvrage *Langues africaines et développement* sur les situations sociolinguistiques africaines nous ont inspirés dans cette partie de l'article et peuvent servir de schéma d'analyse pour le cas particulier du Rwanda.

Pour réguler les langues et leur usage, la première nécessité est un bilan sociolinguistique permettant d'apprécier le rapport entre l'offre linguistique et la demande sociale. Cette sorte d'état des lieux vise à éviter ou à gérer diverses crises inhérentes à l'offre et à la demande à savoir la crise promotionnelle, la crise intégrative et la crise préservative.

- Il existe trois types de diagnostics complémentaires:
 - **Diagnostic « cognitif »** impliquant l'enquête sur les raisons de méconnaissance des langues [africaines] se basant sur les résultats de recherche précédents en sciences du langage « classement des langues, indicateurs de plurilinguisme, ..., le rapport, status, etc. » ABOLU C.R (2008 :125). Ceci est d'importance pour le cas du Rwanda parce que les études de ce dernier se limitent aux recherches en milieu académique. Au fait, le kinyarwanda en tant que langue presque unique n'a jamais causé de problème en soi, ni été cause de conflit interne. Cependant sa cohabitation avec 2 langues officielles, 1 langue régionale et plusieurs langues communautaires peut amener à procéder au deuxième type de diagnostic à savoir :

- **Diagnostic « affectif »** qui « a trait aux modifications d'attitudes, d'opinions, de représentations qui créent et développent chez les locuteurs des préjugés défavorables ou favorables aux langues [africaines]» (idem :125). Les cris de détresse de certains politiciens de dernière heure, opposés au régime ont atteint le Rwanda par voies d'ondes de la BBC ou de la VOA, débat sur la disparition signée du français quand il fut décidé que l'anglais serait le medium exclusif d'enseignement. Il est vrai que la communauté francophone est grande mais il n'est pas sûr qu'un bon diagnostic aboutisse nécessairement à l'accréditation des thèses affectives de ces derniers. Dans tous les cas il y a besoin d'un diagnostic, pas d'un « referendum » ;
- **Diagnostic « conatif »** qui « permet de cerner les phénomènes récurrents tels l'évitement ou la minorité des langues africaines dans les lieux et milieux porteurs de modernité et l'assignation de langues importées dans l'usage officiel cause de la régressivité et de la résignation des langues africaines » (idem : 126). Sur ce point, le kinyarwanda a pris une longueur d'avance ; il est parlé à la radio, à la télévision, écrit dans la presse imprimée et circule sur internet, ce qui n'est pas le cas pour plusieurs autres langues africaines dont ABOLOU affirme qu'ils n'ont même pas un système scriptural connu. Le kinyarwanda a toujours été langue officielle. Ce diagnostic conatif viserait encore non pas le kinyarwanda mais toute autre langue en usage au Rwanda dont le statut serait en passe de changer.
- Ces diagnostics permettent de se rendre compte des crises éventuelles à savoir:
 - **La crise promotionnelle** qui est intimement liés « aux décideurs » (hommes politiques, membres d'académies de langue, etc.) et « aux faiseurs des langues (romanciers, journalistes, chanteurs, animateurs culturels, etc.) » (idem : 125).
 - Quant à **la crise intégrative**, « crise de l'intégration des langues africaines dans les activités sociales » le Rwanda a bonne cote « Les pays comme le Zimbabwe, la RSA, la Tanzanie, le Rwanda, etc., ont une longue tradition intégrationniste des langues africaines. » (idem : 130). Le hic dans notre pays sur ce point est que la concurrence migre vers les langues importées. Y a-t-il moyen de les intégrer toutes ? Cela n'est-il pas onéreux ?
 - **La crise préservative** est une crise de préservation des langues [africaines] en danger permanent et en disparition linguistique. La perte de vitesse d'une langue dans notre pays ne signe pas sa disparition du moins elle met en évidence un certain malaise.
- Quelles sont les stratégies de régulation linguistique envisageables?
 - La stratégie fataliste c'est-à-dire « on peut aménager ni les besoins ni les langues » (idem : 137) en d'autres termes les décisions sur l'usage des langues se font non pas à tout hasard mais sans concertation et diagnostic en termes de demande linguistique. La langue ne s'impose pas, elle est imposée par une politique linguistique. Exemple du kiswahili en Tanzanie.
 - La stratégie égalitariste : « on peut aménager les besoins mais pas les langues » (ibidem) c'est-à-dire qu'on donne voie à tout un chacun d'utiliser sa langue de prédilection quand il veut, mais aucun plan linguistique n'est possible. Elle ne convient pas au Rwanda non plus. C'est la « Politique linguistique par défaut » à l'américaine, *i.e.* que la meilleure langue l'emporte.

- La stratégie hiérarchiste (on peut aménager les langues mais pas les besoins) c'est-à-dire en assignant une fonction à toutes les langues en présence suivant les priorités non des personnes mais des domaines. « Elle consiste à plier les langues [africaines] aux exigences des besoins suscités » (idem : 145). Elle n'est applicable que sur certains domaines restreints : les programmes de radios, tv, la création de lexiques techniques scientifique, juridique, religieux, etc. Ainsi ferait-elle partie d'une planification linguistique globale. « la stratégie hiérarchiste, qui est une stratégie intentionnelle, garantit ainsi l'intégration, la promotion et la préservation de la/les langue(s) en vigueur. » (idem : 149)

Quand nous affirmons que seul le domaine de l'éducation au Rwanda bénéficie d'une telle stratégie ; nous ne pouvons ignorer le fait qu'elle est ponctuelle et sectorielle.

- Afin de couvrir tous les secteurs et domaines de la vie nationale rwandaise, il faut une stratégie qui consisterait à « réguler les besoins par rapport aux langues et vice-versa », nommé « stratégie individualiste ». C'est un type d'aménagement permanent des besoins et des langues que les citoyens utilisent naturellement dans leurs activités quotidiennes. » (ibidem).

CONCLUSION

Le Rwanda n'est pas doté d'une politique linguistique cohérente et ceci est un besoin dont l'urgence dépend des décideurs politiques. Cette vacance pourrait occasionner des conflits si la législation ne s'en prend pas à temps c'est-à-dire maintenant. Ce travail devrait être conjoint : rassemblant les spécialistes en langue et les hommes de lois, ceci dans un esprit consensuel pouvant aller jusqu'à la consultation populaire, ayant recours aux groupes de réflexion et de discussion depuis le niveau local de l'administration et de tous les domaines de la vie nationale. Cela permettrait une étude du marché linguistique en terme de demande social, de besoins en langue afin de proposer une offre de politique linguistique adéquate. Cela éviterait toutes les crises potentielles.

Quant à l'actuel plurilinguisme du Rwanda, il devrait être renforcé en bénéficiant de tous les moyens légaux (des régulations et mesures d'application propres), de toutes les ressources nécessaires (humaines des experts, financières et matériels). De toute façon quiconque connaît plus d'une langue a plus de chance de progresser dans plus d'un milieu. Cela répondrait parfaitement à la politique du Rwanda d'ouverture toujours membre de la Francophonie mais aussi membre du Commonwealth, de la CEPGL et de l'EAC, etc.

Références :

- ABOLOU, C.R., *Langues africaines et développement*, Paris : Editions Paari et Brazzaville : Nsanga-Mvimba, 2008.
- MINEDUC/ESSP2010-2015
[<http://planipolis.iiep.unesco.org/upload/Rwanda/RwandaESSP20102015.pdf>]
consulté le 23 avril 2011
- Strategic Planning Guidelines For Public and Private Sector Higher Education Institutions Achieving the 2020 Vision (June 2009)
[http://www.hec.gov.rw/IMG/doc/Strategic_Plan.doc] consulté le 18 avril 2011
- EDPRS [<http://siteresources.worldbank.org/INTRWANDA/Resources/EDPRS-English.pdf>] consulté le 22 avril 2011
- RWANDA VISION 2020 [http://www.gesci.org/assets/files/Rwanda_Vision_2020.pdf] consulté le 16 avril 2011.
- Pacte international du 16 décembre 1966 relatif aux droits civils et politiques
[http://ec.europa.eu/justice/policies/privacy/docs/un-art17_fr.pdf] consulté
- Accord de paix d'Arusha entre le Gouvernement de la République Rwandaise et le FRP [<http://www.unhcr.org/refworld/type,LEGISLATION,,RWA,3ae6b53a14,0.html>]
consulté le 24 avril 2011.